

Les Objectifs de développement durable, l'efficacité du développement et les critères d'évaluation du développement

Par rapport aux OMD qui constituaient une base cohérente pour planifier les efforts en matière de développement et promouvoir les principes d'une aide efficace, les ODD présentent de nouveaux défis pour les praticiens du développement et les décideurs. Ils reflètent l'évolution de l'architecture de l'aide, marquée par la diversification du paysage du financement du développement ainsi par des modalités, des instruments et des partenariats d'aide plus complexes et sophistiqués. Les praticiens du développement, les décideurs et les experts en évaluation devront revoir la manière dont ils conçoivent et gèrent les efforts de développement. L'adaptabilité, l'équité et l'égalité, la cohérence et la résilience devront être prises en compte dans les critères d'évaluation traditionnels du développement.

Marc Cohen, Chef de division, assurance qualité et Olivier Shingiro, responsable de l'assurance qualité, Banque africaine de développement

Les OMD, les ODD et le programme sur l'efficacité

PEU de praticiens du développement remettraient en question l'avis selon lequel les OMD ont joué un rôle essentiel dans la promotion de l'efficacité du développement qui a accompagné leur mise en œuvre au cours de la période 2000–2015. Les différentes déclarations faites lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide et son successeur le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, ont fait de nombreuses références à la nécessité d'accélérer la réalisation des OMD. Au niveau des pays et, dans une certaine mesure à l'échelle mondiale, les OMD constituent une base solide pour mettre en œuvre les principes de l'efficacité du développement tel que décrits dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité et l'harmonisation de l'aide (2005), puis améliorés dans le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (2011). Les modalités du travail d'appropriation et d'alignement, d'orientation vers des résultats, de redevabilité et de transparence, de coordination et d'harmonisation, ont clairement avancé grâce à la mobilisation des efforts d'assistance autour des huit OMD.

En effet, bien que critiqués pour leur simplicité et leur focalisation excessives, les OMD avaient un certain nombre de vertus indéniables pour les planificateurs du développement et les décideurs.

Les OMD étaient cohérents. Dans la réflexion sur le développement, ils représentaient une « approche axée sur les besoins fondamentaux » et constituaient de fait un programme de développement cohérent, adapté aux pays en développement (réduction de la pauvreté, accès à l'éducation et aux services de santé, élimination des maladies, promotion de l'égalité entre les sexes, etc.).

Les OMD étaient ciblés et réalistes. En nombre limité (8), les objectifs soutenus par 17 indicateurs cibles bien définis étaient ambitieux mais réalisables, et non pas purement théoriques. Ils se sont également avérés des outils de communication puissants.

Les OMD étaient efficaces en matière d'alignement et de partenariat. Leurs objectifs et cibles fournissaient une base solide pour l'alignement des interventions des donateurs sur les politiques et les programmes nationaux; ils jouaient un rôle fondamental dans l'élaboration des politiques d'aide et les allocations, la définition ou la redéfinition des priorités des partenaires autour des approches sectorielles à plusieurs donateurs, et la contribution à la création ou au renforcement des alliances ainsi que des modalités de coordination.

Les OMD étaient axés sur les résultats. Fait important, les objectifs étaient résolument orientés vers des résultats et des effets tangibles en matière de développement, ce qui simplifiait les bons ►

► mécanismes de suivi et de responsabilisation, ainsi que l'évaluation des coûts. Les cibles étaient attrayantes car elles étaient précises, mesurables et réalisables.

« Les ODD sont tellement encyclopédiques que tout y est prioritaire, ce qui fait qu'il n'y a pas de priorités »

(Easterly, 2015 a)

Les ODD vus sous l'angle de l'efficacité du développement

Comment les ODD se comparent-ils à leurs prédécesseurs les OMD du point de vue de l'efficacité du développement? Peuvent-ils jouer un rôle similaire dans l'élaboration de l'architecture de l'aide et le financement du développement? La réponse rapide est probablement « Non ». Contrairement au tableau ci-dessus, les ODD sont liées à un certain nombre de défis, de mises en œuvre conceptuelles et de pratiques.

■ Tout d'abord, contrairement à leurs prédécesseurs, les ODD visent à refléter un programme universel et large s'appliquant à tous les pays et à toutes les situations de façon globale. Ce programme mondial comprend pas moins de 17 buts, 169 cibles et un très grand nombre d'indicateurs, ce qui reflète en partie l'étendue des consultations et l'approche inclusive qui a été adoptée dans le cadre de l'établissement du programme post 2015. Ils reconnaissent également l'évolution de l'architecture de l'aide et du paysage de la finance du développement, caractérisés par l'émergence de donateurs « non traditionnels », d'acteurs de

coopération sud-sud ou triangulaire, ainsi que l'influence croissante des entreprises et des philanthropies, qui se rejoignent tous dans l'industrie de l'aide et ont de nouvelles priorités et de nouveaux modèles commerciaux. De nombreux professionnels du développement trouvent par contre que les objectifs de l'agenda 2030 ne donnent pas une idée précise des priorités ou de la sélectivité; ils donnent l'impression d'être une simple liste de souhaits. Certaines nations peuvent y percevoir un manque de pertinence ou d'urgence.

En outre, un programme aussi vaste va inévitablement poser la question de la dilution de l'aide au développement, perçue comme un obstacle majeur à l'efficacité. Les flux d'aide sont susceptibles d'être répartis sur un plus grand éventail de secteurs et thèmes, et les donateurs peuvent faire face à des possibilités limitées en ce qui concerne les synergies.

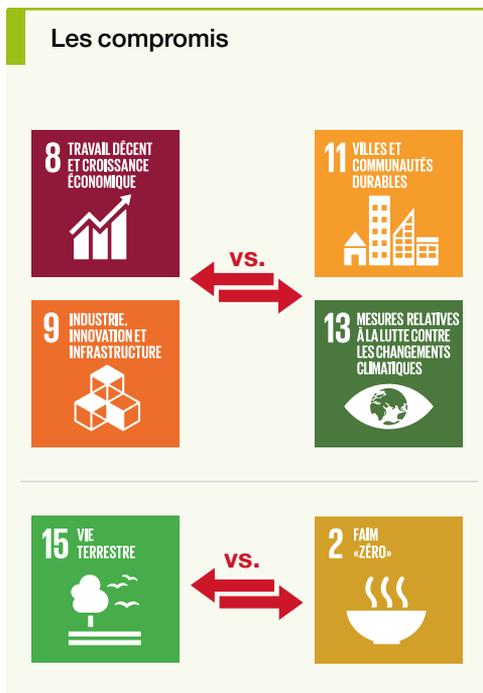
■ Deuxièmement, les ODD ne reposent pas sur une théorie du développement bien articulée; ils illustrent en fait la diversité et souvent, des vues divergentes de la réflexion sur le développement: besoins fondamentaux, croissance équitable, approches en matière de droits et capacités humains, développement écologique et durable et croissance verte, développement par industrialisation, etc. Le côté positif est que les ODD représentent définitivement un programme inclusif intégrant les perspectives et les priorités des différents acteurs. Dans le même temps, il existe des contradictions inextricables et des incohérences entre les objectifs.

De nombreux compromis ne sont pas explicitement examinés; le plus évident concerne la croissance économique (objectif 8) et ►►



- l'industrialisation (objectif 9) par rapport à l'action du changement climatique (objectif 13) et à la qualité de l'air et aux villes durables (objectif 11). De même, la biodiversité (objectif 15) risque d'être menacée si les forêts sont abattues pour accroître la production agricole en vue de la sécurité alimentaire (objectif 2).

S'il y a des intérêts contradictoires et concurrents parmi les ODD, il existe aussi de nombreuses synergies: aborder certains objectifs peut aider à en toucher d'autres. Des mesures concernant le changement climatique, par exemple, présentent des avantages pour la santé, la préservation de l'environnement et la biodiversité. La pauvreté et la vulnérabilité sont abordées à juste titre dans leurs formes multiples (revenus, prestation des services sociaux, accès aux biens, droits de l'homme, etc.) à travers des objectifs complémentaires qui se renforcent mutuellement.



- Troisièmement, les ODD sont sans aucun doute idéalistes comme le montre leur vocabulaire ambitieux et quelque peu léger dans sa définition: « sociétés pacifiques et inclusives », « villes sûres et résilientes », « travail décent pour tous », « vie saine », « modes de production et de consommation durables », etc. Il peut y avoir des normes différentes quant à ce qui est considéré comme décent, inclusif, pacifique, sûr, durable, etc., et atteindre de tels objectifs ne peut être qu'une appréciation. D'autres objectifs, définis avec plus de ►►



► précision et évidemment très louables, semblent peu réalistes: « Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions », « Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles », « réaliser la couverture sanitaire universelle » ou « prévenir les restrictions commerciales et les distorsions ». Plusieurs cibles sont également multidimensionnelles. La cible 1.4, par exemple, dit: « D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance ».

■ Quatrièmement, les ODD ne sont pas nécessairement axés sur les résultats, les moyens utilisés et les objectifs visés étant souvent au même niveau dans la formulation des cibles et des objectifs. Par exemple, « Promouvoir la croissance économique » dans le cadre de l'objectif 8 ou « Prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques » pour ce qui concerne l'objectif 13 ne sont manifestement pas des résultats. Des formulations comme « assurer la mobilisation des ressources », « créer un cadre politique solide » « accroître les investissements » ou « prendre des mesures » sont fréquents dans l'ensemble des objectifs. Ils n'assignent pas non plus des responsabilités, sauf celles qui sont collectives, et chaque gouvernement est libre de fixer ses propres objectifs nationaux. Pour Easterly,

■ Pour terminer sur une note d'ordre pratique et en conclusion de ce qui

« Les ODD poursuivent une vénérable tradition de l'ONU dans laquelle personne n'est individuellement responsable d'aucune action, mais tous les dirigeants, les agences des Nations Unies, les organismes d'aide multilatéraux et bilatéraux et de nombreux autres acteurs du secteur privé, les organisations non gouvernementales et la société civile sont collectivement responsables de tous les résultats ».

(Easterly, 2015 b)

précède, il nous semble quasiment impossible de planifier et d'évaluer les coûts des ODD. Jusqu'à présent, des prévisions approximatives ont été faites, mais il n'y a pas eu de tentative sérieuse d'évaluation leur faisabilité (financière, institutionnelle, politique, etc.), ni au niveau des pays, ni à l'échelle mondiale. Certaines prévisions sectorielles révèlent des chiffres astronomiques. Par exemple, l'Organisation mondiale de la santé estime que les (67) pays à revenu faible et intermédiaire auraient besoin de nouveaux investissements qui iraient en augmentant au fil du temps, passant d'un montant initial de 134 milliards de dollars par année à 371 milliards de dollars d'ici à 2030, s'ils doivent atteindre les objectifs des ODD relatives à la santé. Les défaillances des indicateurs – tels que le manque de données de référence, des cibles non définies, l'absence de définitions précises et de normes pour de nombreux indicateurs – font également apparaître l'estimation des coûts et la planification comme des tâches impossibles. Ceci réduit la crédibilité et l'utilité des ODD chez les décideurs ►

- politiques et ne peut que nuire aux efforts coordonnés de mise en œuvre. Pour William Easterly, un farouche adversaire des approches des OMD et des ODD,

Pourtant, en raison de leurs caractéristiques apparemment peu pratiques décrites ci-dessus, les ODD présentent de nouvelles opportunités et des défis pour les planificateurs du développement et les décideurs. Les ODD ne reflètent pas seulement l'évolution du nouveau paysage du financement du développement, ils signalent et à juste titre que **l'efficacité de l'aide a cessé d'être un concept étroit et axé sur les donateurs, pour devenir un concept plus ambitieux et holistique d'efficacité du développement**. Les ODD offrent ainsi une variété de modèles de développement et de voies qui ne dépendent pas, ou ne surestiment pas le rôle de l'aide publique au développement (APD). Les ODD sont plus endogènes, axés sur les pays, et font appel à de nouvelles sources de financement et de partenariats intersectoriels et interdisciplinaires.

« les ODD sont à peu près aussi susceptibles d'entraîner des progrès que l'appel des candidates d'un concours de beauté en faveur de la paix dans le monde ».

(Easterly, 2015 b)

La nature interconnectée des objectifs, bien que critiquée, est le reflet d'une réalité complexe. Elle peut être vue comme une opportunité pour traiter des problèmes de développement de manière exhaustive et cohérente, à la fois au niveau des pays et à l'échelle mondiale. Cela ramène à la question de la cohérence des politiques et à la nécessité de maximiser les synergies entre

les actions politiques, tout en abordant les conflits et les compromis potentiels. La question de la cohérence n'est pas nouvelle, mais elle fait l'objet d'une attention croissante, en partie en raison de la nature conflictuelle à long terme des ODD. Au niveau mondial, les ODD mentionnent explicitement la « cohérence politique et institutionnelle » dans le cadre de l'objectif 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser).

Grâce aux ODD, la notion de cohérence s'est transformée en « *cohérence des politiques en vue du développement durable* » (PCSD), qui se définit comme « *un outil d'approche et de politique pour intégrer les dimensions économiques, sociales, environnementales et de gouvernance du développement durable à toutes les étapes de la politique nationale et internationale* » (OCDE, 2015). Le PCSD va donc au-delà d'une approche basée sur le principe d'éviter de nuire, et recherche des synergies entre la coopération au développement et d'autres politiques, tout en essayant de corriger les incohérences existantes. Cela peut sembler ambitieux, mais l'UE a progressé dans cette direction grâce à son approche du lien entre la sécurité et le développement (UE, 2016).

L'évaluation du développement à l'ère de l'agenda 2030: Revisiter les critères

Quelles sont les conséquences de l'agenda 2030 pour les praticiens du développement et les évaluateurs? Comment peuvent-ils faire face à un programme aussi vaste et aussi complexe? Dans quelle mesure les critères et les outils d'évaluation traditionnels peuvent-ils servir à évaluer correctement les résultats en rapport avec les ODD? ►►

► En raison de leur nature diversifiée et inclusive, les ODD soulèvent un certain nombre de questions relatives au suivi et à l'évaluation. Les défaillances de leurs indicateurs constituent un obstacle majeur à tout effort de suivi et d'évaluation, quel que soit le critère envisagé.

De nombreuses consultations ont eu lieu tout au long de l'année 2015 en vue de définir la liste des indicateurs, ce qui a conduit à un système de codage par couleur qui classe les indicateurs selon leur disponibilité et leur acceptabilité (accord ou non). Il existe un consensus sur le fait que les questions de suivi sont complexes et ne peuvent pas être résolues à court terme. En mars 2016, la Commission de statistique de l'ONU a reconnu que l'élaboration d'un cadre d'indicateurs solide était un processus à poursuivre au fil du temps, sous les auspices d'un groupe intergouvernemental et d'experts des ODD. Pour un examen approfondi du cadre d'indicateurs, se référer à « Indicateurs et cadre de suivi pour les objectifs de développement durable: lancer une révolution des données pour le SDGs » (Sustainable Development Solutions Network, 2015).

Un autre problème majeur est la capacité des systèmes nationaux et mondiaux à répondre aux besoins d'information nécessaires pour établir efficacement des données de référence, et de suivre les progrès des ODD. Les experts en matière de données partagent souvent l'avis que le nombre d'indicateurs devrait être limité, en raison des problèmes de capacité des bureaux nationaux de statistique; un maximum de 100 indicateurs mondiaux semble représenter une limite pratique. (ICLEI, 2015). Des définitions et les normes doivent encore être développées pour certains indicateurs, tandis que des améliorations sont nécessaires pour d'autres. Les problèmes de mesures se posent à tous les niveaux, des intrants et

ressources, aux extrants et résultats. Un rapport du Conseil international pour la science (CIUS) et du Conseil international des sciences sociales (CISS) conclut que sur les 169 cibles des 17 objectifs, seulement 29% sont bien définies et basées sur les dernières preuves scientifiques, alors que 54% nécessitent plus le travail et 17% sont faibles ou ne sont pas essentiels. (ICSU, 2015).

« L'appareil de mesure » est jugé nécessaire sans être une condition suffisante pour effectuer une évaluation appropriée des ODD basée sur les critères couramment utilisés (IIED, 2016a). Cette condition nécessaire n'est manifestement pas atteinte; les évaluateurs seront confrontés à plus de problèmes dans leurs tentatives d'application des critères traditionnels de pertinence, d'efficacité et d'impact, d'efficience, et de durabilité.

La pertinence

La pertinence est clairement un critère à problèmes pour l'évaluation des ODD; pas parce que ceux-ci ne sont pas pertinents, mais parce qu'ils ont été conçus pour convenir à tous les pays et les donateurs de la même façon. Les ODD sont si vastes et si universels qu'ils ont une pertinence et un alignement de fait avec les priorités des pays et des donateurs. Du point de vue des agences d'aide au développement, toute intervention correspondra aux ODD, indépendamment des paramètres du pays, des politiques et des priorités ou des besoins des bénéficiaires. Les flux d'aide dilués dans un grand nombre de domaines constituent, comme mentionné plus haut, un risque majeur, ce qui ne peut qu'affaiblir l'applicabilité du critère de pertinence. Comme l'a noté Caroline Heider sur son blog: ►

« Dans la pratique, les évaluateurs se servent souvent des politiques des gouvernements, des bailleurs de fonds et des organismes d'aide au développement pour évaluer si une intervention est pertinente dans ce contexte. Le plus souvent, ces politiques sont rédigées de telle manière qu'elles peuvent justifier toute une série d'activités différentes. Par conséquent, atteindre la barre de la pertinence n'est pas vraiment difficile ».



(C. Heider, 2017)

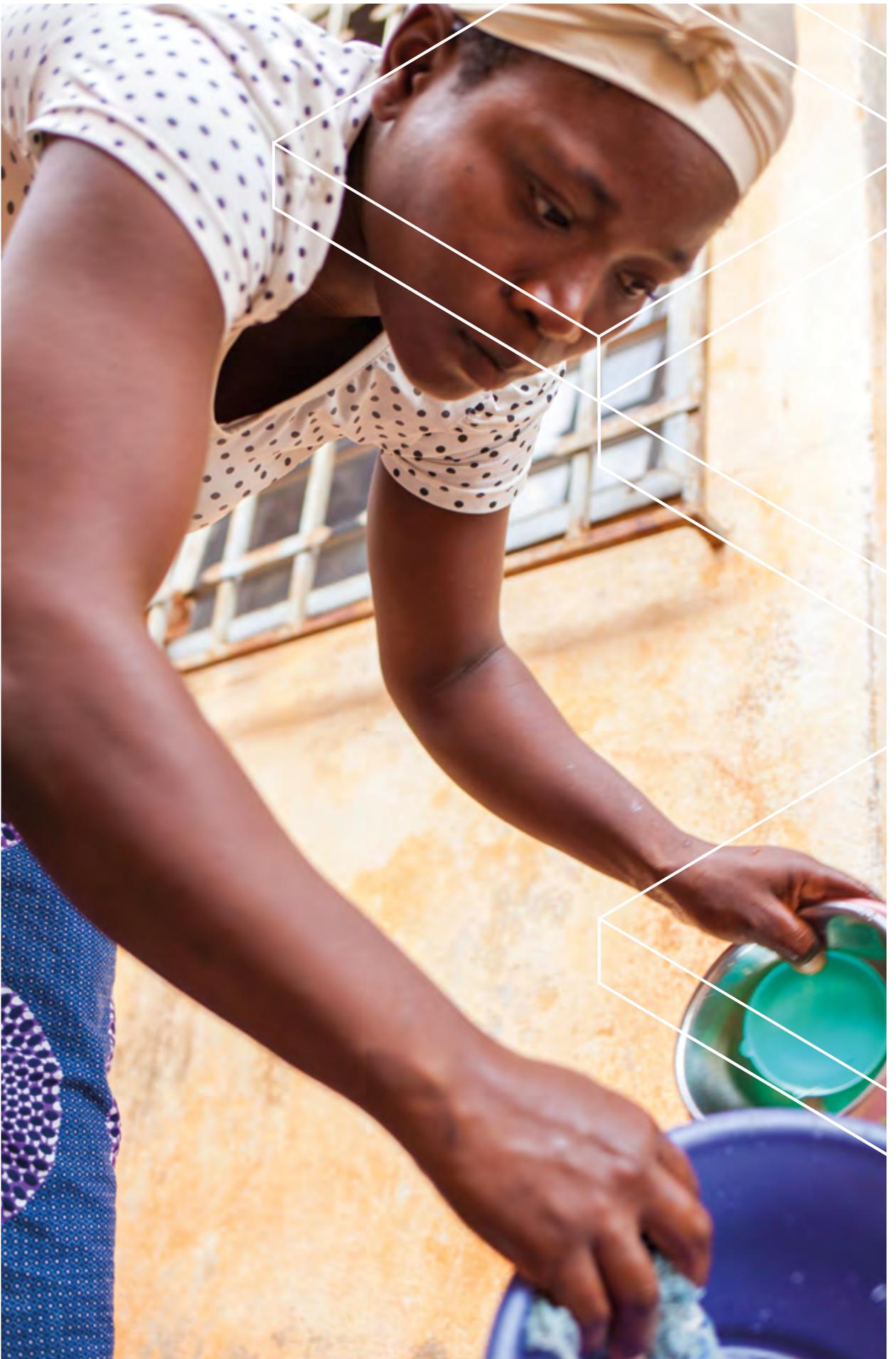
► Il y a un risque de voir les ODD rendre le critère de pertinence encore moins indiqué pour l'évaluation et l'apprentissage. Le critère suppose que les besoins des bénéficiaires sont homogènes, alignés et bien pris en compte dans les politiques et programmes gouvernementaux. En pratique, la pertinence des interventions de développement pour les bénéficiaires directs ou d'autres groupes d'acteurs est rarement examinée par les évaluateurs. La perception de la pertinence d'une intervention, d'un programme ou d'une politique de développement est très différente d'une partie prenante à une autre: gouvernements centraux par rapport aux gouvernements locaux, partenaires publics par rapport aux privés, entreprises par rapport aux syndicats, représentants de la société civile ou ONG par rapport aux fonctionnaires, etc. Les évaluateurs se heurtent à des obstacles pratiques en intégrant la diversité de besoins, des contextes et perspectives couverts par les

ODD à travers leur philosophie inclusive. Comment ces différentes perspectives peuvent-elles être identifiées? Quelle est leur légitimité? Est-il possible de les classer par ordre d'importance? Si oui, selon quels critères? Telles sont les questions sur lesquelles les évaluateurs de l'agenda 2030 devront se pencher.

Une autre question complexe est que la pertinence ne tient pas compte des contextes en évolution rapide. En d'autres termes, les solutions et les leçons qui sont si chers aux évaluateurs ne peuvent pas être considérées comme temporaires et provisoires. Les évaluateurs considèrent souvent que si les problèmes de développement et les objectifs sont bien définis dès le début d'une intervention (au cours de la phase de conception), la pertinence peut être assurée. Dans un paysage de développement où les situations et les politiques sont en évolution rapide, la pertinence ne peut plus être considérée comme une question de bonne conception et de qualité à l'entrée. Dans le cadre des ODD, les évaluateurs devront progressivement étudier la « pertinence continue » des efforts de développement tout au long des cycles de vie. Les questions de flexibilité, d'adaptabilité et de réactivité aux circonstances changeantes – plutôt qu'à la seule pertinence – seront d'une importance cruciale à l'ère de l'évaluation des ODD. Ceci est parfois appelé « la gestion adaptative », une approche qui « explore des façons émergentes et alternatives d'atteindre les cibles des objectifs, et d'utiliser les connaissances acquises grâce au suivi et à l'évaluation pour élaborer de nouvelles connaissances et de nouvelles façons d'agir » (IIED, 2016 b).

L'impact et l'efficacité

L'impact et l'efficacité sont souvent pris séparément, mais ils sont si difficiles à distinguer en pratique que que de ►►



► nombreux évaluateurs ont proposé de les fusionner (voir par exemple C. Heider, 2017). L'impact et l'efficacité seront plus difficiles à évaluer dans le contexte des ODD pour deux raisons principales. La première est que beaucoup d'objectifs des ODD – contrairement à leurs prédécesseurs des OMD – ne sont pas formulés comme des résultats de développement. C'est évidemment un obstacle majeur puisque l'efficacité est généralement définie comme la capacité d'une intervention d'atteindre les résultats escomptés, surtout au niveau des extrants. Comment évaluer l'efficacité des « mesures de lutte contre le changement climatique » ou la « mobilisation des ressources » ?

La deuxième raison est que les ODD reflètent des réalités complexes et non les simples théories du changement qui sous-tendaient les OMD. Les praticiens du développement et de plus en plus d'évaluateurs reconnaissent les limites des modèles linéaires tels que les cadres logiques qui simplifient à outrance les relations de cause à effet. Les interventions ont tendance à avoir des effets inattendus et indésirables (question de prévisibilité), elles peuvent améliorer certaines dimensions du bien-être, tout en détériorant les autres (question de multi-dimensionnalité); leurs relations de causalité – à ne pas confondre avec la corrélation – peuvent être difficiles à établir et à évaluer (question d'attribution), ils peuvent affecter divers groupes différemment (question d'hétérogénéité). Les liens complexes des ODD sont difficiles à appréhender en utilisant les modèles d'évaluation traditionnels. La performance en ce qui concerne les ODD dépend de contextes spécifiques et est subordonnée à différents facteurs externes qui ne peuvent être contrôlés. Face à ces problèmes, certains évaluateurs ont demandé une redéfinition du critère de l'efficacité ainsi que des changements dans la pratique de l'évaluation, en s'appuyant

de plus en plus sur la pensée systémique et la science de la complexité (voir par exemple Michael Bamberger et al., 2016)

L'efficience

L'efficience, qui se définit comme un examen de la mesure dans laquelle les intrants sont utilisés à bon escient pour un extrant prévu, ou encore, la capacité de produire un résultat précis avec un minimum de dépense; est ainsi liée par définition à l'efficacité et ses critères, qui présentent les mêmes défauts. Pour résumer, même lorsque des cibles basées sur l'intrant sont réellement atteintes, on ne peut pas dire par extrapolation si les intrants ont servi de manière efficiente pour l'usage prévu ou ont constitué la meilleure alternative pour atteindre le résultat souhaitable. Par exemple, il est possible de suivre la « proportion des ressources intérieures consacrées par le gouvernement directement à des programmes de réduction de la pauvreté » (en vertu de l'ODD1) mais ceci ne répond pas à la question d'évaluation sur l'efficience.

Une autre question liée à l'efficience est que les techniques les plus couramment utilisées telles que l'analyse coûts-avantages ou les taux de rentabilité économique, qui conviennent bien au secteur des infrastructures ou à certains types d'opérations comme les projets d'investissement simples et les activités génératrices de revenus, sont beaucoup moins indiquées pour d'autres secteurs. Le soutien politique et budgétaire, l'assistance technique, les garanties, etc. ou les secteurs tels que l'éducation, la santé ou la justice, impliquent plus de contraintes en matière de données, et de problèmes qualitatifs complexes. Des techniques et des méthodes indirectes ont été mises au point par des économistes pour évaluer les taux de rendement des interventions du secteur social, mais elles ►►

► ont tendance à être trop coûteuses et à prendre du temps, en particulier au niveau des opérations individuelles. Pour de nombreux domaines qui font partie du programme des ODD, il existe également très peu d'expériences sur lesquelles se baser: comment procéder à une analyse coûts-avantages des interventions visant à promouvoir « l'accès à la justice » (cible 16.3) ou une « culture de la paix et la non-violence » (objectif 4.7) ou « des droits de l'homme »? Avec des opérations plus complexes et multidimensionnelles, la pratique de l'analyse coûts-avantages a diminué. À la Banque mondiale, il est rapporté que seulement 25% des projets comprenaient des calculs des taux de rentabilité économiques dans les années 1990 contre 70% dans les années 1970. (Heider, 2017).

La conception actuelle de l'efficacité est mise au défi de prendre en compte l'impact à long terme. Le programme des ODD met l'accent sur les dimensions durables et inclusives du développement, les coûts et avantages des interventions en termes d'équité et d'effets distributifs, le social et la justice climatique, ainsi que la préservation de l'environnement et de la diversité écologique. Une intervention jugée efficace au moment de son évaluation peut, en termes de durabilité et d'inclusivité, s'avérer très inefficace quelques années plus tard en raison de ses effets dévastateurs persistants sur les ressources naturelles.

La durabilité

La durabilité, qui examine si les avantages d'une intervention sont susceptibles de s'étendre au-delà de la période de mise en œuvre et du financement, est par nature complexe et multidimensionnelle. Elle s'étend clairement au-delà des dimensions environnementales/ écologiques et financières (auxquelles elle est parfois

restreinte), et englobe des aspects institutionnels, politiques, économiques, sociaux et culturels. La durabilité traite des questions d'incertitude et des dynamiques à long terme, contrairement à l'efficacité qui tend à se concentrer sur la livraison des produits et des effets pendant l'intervention ou immédiatement après.

Dans le cadre des ODD, la durabilité est de plus en plus associée à la notion de résilience plus à la mode, qui fait référence à la capacité d'un système à résister à des chocs et à s'en remettre. Alors que la durabilité se concentre sur la capacité de maintenir un équilibre dans un certain contexte, la résilience se préoccupe principalement de la capacité à faire face au stress et à s'adapter aux environnements changeants, y compris aux facteurs imprévisibles et aux catastrophes. La résilience est donc un concept dynamique plus adapté aux ODD. (Michael Bamberger et al., 2016).

Un autre problème avec la durabilité est qu'elle ne parvient pas à intégrer la cohérence des politiques à long terme des ODD. Les évaluateurs ne peuvent plus se concentrer uniquement sur l'évaluation des politiques et des interventions en matière d'aide; ils doivent également tenir compte de l'impact des politiques mondiales et nationales, en particulier celles des pays de l'OCDE. Les politiques occidentales en matière de subventions agricoles, de restrictions commerciales, de flux financiers, de migrations, etc., et les différentes façons dont celles-ci portent atteinte aux efforts de développement, y compris à l'APD de ces pays, font également partie du tableau. La question de la cohérence des politiques doit devenir à la fois un engagement politique et une partie intégrante de la formulation des politiques et des pratiques d'évaluation. L'approche actuelle consistant à évaluer l'impact des différentes politiques sur l'efficacité de l'aide n'est pas suffisante. ►

« Alors que la durabilité se concentre sur la capacité de maintenir un équilibre dans un certain contexte, la résilience se préoccupe principalement de la capacité à faire face au stress et à s'adapter aux environnements changeants, y compris aux facteurs imprévisibles et aux catastrophes. La résilience est donc un concept dynamique plus adapté aux ODD ».



(Michael Bamberger & al., 2016)

► « Ce qu'il faut, c'est une conceptualisation plus ambitieuse de la cohérence des politiques de développement qui tienne compte de l'interaction de toutes les politiques pertinentes dans un contexte donné, afin de réaliser des objectifs de développement primordiaux. Cela suggère que la cohérence des politiques est mieux servie lorsque les acteurs responsables de l'élaboration des politiques dans différents domaines

s'engagent dans un processus de conception et de mise en œuvre de cadres politiques globaux avec des objectifs stratégiques en tête ». (Direction générale des politiques extérieures de l'UE, 2016). Le défi pour les évaluateurs – et bien sûr pour les praticiens du développement et les décideurs – est de développer la capacité de construire de telles approches intégrées, en vue d'analyser la cohérence des réformes économiques, environnementales, sociales et institutionnelles.

Conclusion

Les synergies et les incohérences qui relient les ODD rendront les processus d'évaluation beaucoup plus complexes. Cela appelle à un réexamen des techniques d'évaluation qui permette de compléter les modèles linéaires simples et les relations de cause à effet ou, à terme, de les remplacer par des approches systémiques et des théories de complexité. En même temps, cela nécessite une révision des critères d'évaluation traditionnels de pertinence, d'efficacité, d'impact, d'efficacité et de durabilité en faveur de nouveaux critères mettant l'accent sur des considérations d'équité et de justice sociale, d'adaptabilité, de bien-être, de résilience et de cohérence.

eVALU

Références

Bamberger, M.; Vaessen, J.; Raimondo, E.; Dealing with Complexity in Development Evaluation, SAGE, 2016.

Bamberger M.; Segone M.; Florencia Tateossian F. (2016). Evaluating the SDG with a no one left behind lens through equity focused and gender responsible evaluations. UN-WOMEN. <https://www.evalpartners.org/sites/default/files/documents/evalgender/Eval-SDGs-WEB.pdf>

European Union Directorate general for external policies, European Parliament (2016). EU Policy Coherence for Development: the challenge of sustainability. [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/535022/EXPO_STU\(2016\)535022_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/535022/EXPO_STU(2016)535022_EN.pdf)

Easterly, W. (2015 a). The SDGs should stand for senseless, dreamy, garbled. in Foreign Policy. <http://foreignpolicy.com/2015/09/28/the-sdgs-are-utopian-and-worthless-mdgs-development-rise-of-the-rest/>

Easterly, W. (2015 b). Perspective: The trouble with the SDGs. in Current History. http://www.currenthistory.com/Easterly_CurrentHistory.pdf

Heider, C (2017); Various Blog Entries on Rethinking Education, IEG website. Is relevance still relevant?; What is wrong with development effectiveness?; Have we had enough of R / E / E / I / S? <https://ieg.worldbankgroup.org/>

ICLEI briefing sheet, No 06 (2015). Measuring, Monitoring and Evaluating the SDGs. <http://localizingthesdgs.org/library/236/iclei-sdgs-briefing-sheets-06-measuring-monitoring-and-evaluating-the-sdgs.pdf>

International Council for Science (ICSU) and the International Social Science Council (ISSC) (2015). Review of Targets for the Sustainable Development Goals: The Science Perspective. <https://www.icsu.org/cms/2017/05/SDG-Report.pdf>

International Institute for Environment and Development (IIED) briefing (2016a). Evaluation: a crucial ingredient for SDG success. <http://pubs.iied.org/pdfs/17357IIED.pdf>

International Institute for Environment and Development (IIED) briefing (2016b). IIED briefing: Counting critically: SDG follow up and review needs interlinked indicators, monitoring and evaluation ». <http://pubs.iied.org/pdfs/17363IIED.pdf>

LeBlanc, D. (2015). « Towards Integration at Last? The SDGs as a Network of Targets. » Rio+20 Working Paper No. 4. New York, NY: UN-DESA, Division for Sustainable Development. http://www.un.org/esa/desa/papers/2015/wp141_2015.pdf

O'Connor D., et al. (2016). « Universality, Integration, and Policy Coherence for Sustainable Development: Early SDG Implementation in Selected OECD Countries. » Working Paper. Washington, DC: World Resources Institute. http://www.wri.org/publication/universality_integration_and_policy_coherence

OECD (2015). Better Policies for Development 2015: Policy Coherence and Green Growth. http://www.instituto-camoes.pt/images/cooperacao/relatorio_ocde15_better.pdf

Sustainable Development Solutions Network (2015). Indicators and a Monitoring framework for the Sustainable Development Goals: Launching a data revolution for the SDGs. <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/05/FINAL-SDSN-Indicator-Report-WEB.pdf>

UNCTAD (2015). UNCTAD: Investing in Sustainable Development Goals. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/osg2015d3_en.pdf

Profil des auteurs

Marc Cohen est actuellement Chef de Division pour le contrôle de la qualité de la Banque africaine de développement (BAD). De 1998 à 2009, il a travaillé à la Banque asiatique de développement (BASD), successivement comme chef d'équipe dans les départements opérationnels, spécialiste principal au Département des résultats, et comme responsable et point focal de l'aide aux États fragiles en situations de conflit.



Olivier Shingiro est actuellement Chargé en Chef de l'Assurance Qualité à la Division pour le contrôle de la qualité de la Banque africaine de développement (BAD). Avant cela, Olivier était spécialiste des résultats au département des rapports sur les résultats de la BAD.

